

LINKING BIODIVERSITY, CLIMATE CHANGE AND A HEALTHY ENVIRONMENT

Forum Talk, proposé par le Conseil de l'Europe, le 09.11.2021

Modérateur

- **Guzmán SANCHEZ** (Espagne), responsable de la communication stratégique pour l'Espagne

Panel

- **Friedrich WULF** (Suisse), biologiste et scientifique de la végétation de formation, il travaille à la politique internationale de la biodiversité, représentant de l'ONG Pro Natura
- **Yuliia OVCHYNNYKOVA** (Ukraine), membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- **Adam WEISS** (Belgique), chef de programme : Océan, plastique et produits chimiques chez Client Earth

Intervenants

- **Vicky HRISTOVA** (Bulgarie), déléguée jeunesse de la DCE
 - **Maja PRAVULJAC** (Belgique), experte juridique chez Client Earth
-

G. SANCHEZ : si chaque saison est plus chaude, ceci a un impact sur les espèces qui vivent à 1000 m d'altitude et qui vont aller vivre plus haut et ainsi de suite. Mais on arrive à une

limite, car les espèces qui vivent en haut ne peuvent aller au-delà d'une certaine hauteur et ceci aura un impact sur les espèces animales qui risquent de mourir. Il y a un mouvement en altitude et en latitude. C'est un processus très complexe indiquant la manière dont nous nous comportons. Les espèces qui se reproduisaient en Europe du Sud restent en Europe du Nord et celles qui partaient en Afrique n'ont plus besoin de partir, elles restent en Europe. Donc pour ce qui est des espèces, la migration climatique est un changement radical qui va faire évoluer nos sociétés, les changer. Il y a des communautés qui doivent quitter des zones qui deviennent sèches pour aller vivre dans des endroits où il est plus facile de survivre.

Tout ceci nous dit deux choses : tout d'abord que nous sommes liés au monde naturel, il y a un impact du climat sur la biodiversité ; et deuxième point, il n'y a pas de frontière pour ce qui est de la biodiversité, ceci me porte à dire qu'il faut coopérer au niveau international.

Avec la pandémie de Covid-19, nous avons découvert récemment que les changements n'étaient pas prévisibles. Nous pensons que la nature ne fait pas partie de notre environnement si nous vivons en ville, mais nous avons une mémoire ancestrale et c'est là que nous comprenons que nous sommes interdépendants.

F. WULF : Pro Natura est une organisation de 160 000 membres, créée il y a 100 ans de cela pour créer des parcs : nous protégeons ainsi environ 700 zones en Suisse. Nous sommes une organisation nationale et je m'occupe aussi d'affaires internationales. Il y a un document sur lequel j'aimerais attirer votre attention, un rapport datant de juin 2021 de l'IPBES (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services) et l'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change). Ce rapport ne fait que 3 pages et est un résumé intéressant de ce lien entre biodiversité et changement climatique. On y dit que la perte de biodiversité et le changement climatique sont dus aux activités économiques humaines et se renforcent l'une l'autre. Il faut donc se pencher sur les deux. Le changement climatique induit par les humains pose problème par rapport à la nature et ceci à un impact sur l'eau et l'alimentation. Exemples : la migration des espèces vers le Nord, la fonte des glaciers, moins de pluies, la déforestation de l'Amazonie, etc.

Des actions sont donc à entreprendre : il faut arrêter la perte et la dégradation d'écosystèmes riches en carbone, ceci aura un impact important sur les émissions qui pourraient être réduites ainsi de 5.8 GT par an. En fait ce qu'on essaie de faire c'est de ne pas continuer à polluer. On essaie d'augmenter les pratiques durables au niveau de l'agriculture et des forêts

afin d'avoir une meilleure réponse au changement climatique, d'améliorer la biodiversité, de stocker du carbone et de réduire nos émissions (Convention de Berne).

Et que ne doit-on pas faire ? Planter des mono-cultures, car ce n'est pas bon pour la biodiversité et le climat. Planter des arbres dans des écosystèmes qui n'étaient pas des forêts historiquement, ou la reforestation de monocultures, ça ne fonctionne pas. Augmenter la capacité d'irrigation lorsqu'on enlève l'eau d'un endroit pour le donner aux agricultures ça ne marche pas non plus très bien. Toute mesure qui se penche sur l'atténuation des effets climatiques néfastes doit être évaluée, et il en va de même pour les mesures qui se penchent sur l'adaptation.

Il y a un problème clé : il y a beaucoup de discussions sur la biodiversité mais pas assez sur le climat. Nous pensons qu'il y a un danger par rapport à ces solutions qui se basent sur la nature. Plutôt que de réduire nos émissions de carbone, on se penche sur la nature et on va planter, pensant que ça va résoudre le problème. C'est quelque chose que l'on ne souhaite pas faire car ceci a une composante Nord/Sud. Des pays en voie de développement pourraient peut-être se valoir de cela et ce mécanisme peut alors devenir un mécanisme de néo-colonialisme et de greenwashing des grandes multi-nationales. Si la nature peut aider avec le climat, il faut savoir quelles politiques on utilise, ce qui n'est pas encore le cas. Il y a aussi le problème de l'additionnalité : on ne gagne rien si l'on attrape le carbone avec les arbres et qu'on continue à polluer.

L'Union Européenne dans sa stratégie de biodiversité dit qu'il faut avoir des mesures contraignantes dans certains domaines, c'est quelque chose que nous soutenons mais on pense qu'il y a également d'autres aspects qui doivent être pris en compte. Le but est que cette législation lutte contre la perte de biodiversité, que l'on restaure des écosystèmes, des habitats naturels, des espèces et évidemment ceci devrait avoir un impact sur le climat.

Ça fait plus d'une décennie que la Convention de Berne connaît tous ces problèmes. Nous avons rédigé une série de recommandations pour lutter contre ces problèmes, je les ai listées. Un élément clé à mon avis est le suivant : la Convention de Berne qui lutte contre la disparition des espèces, qui essaie de protéger des zones importantes, nous permet de lutter contre le carbone qui serait émis dans l'atmosphère. On parle également des corridors écologiques qui permettent aux espèces de circuler d'un endroit à un autre.

Il y a également toute une série de liens entre la biodiversité et la santé. Il est clair qu'un environnement sain est important pour les personnes. L'OMS a montré que 24% des morts globales par an sont liées à l'environnement. C'est un chiffre très très élevé. Nous pensons

que chacun doit pouvoir accéder à la nature parce que ceci est important pour notre santé. Et cette idée a été notée dans une des résolutions des Nations Unies le mois passé.

Biodiversité, santé et changement climatique sont interdépendants et supporter des actions peut apporter des bénéfices mutuels. Il y a un haut potentiel de synergie qui peut être utilisé mais les politiques doivent s'assurer que les actions concentrées sur l'un de ces trois aspects n'aient pas d'effets négatifs sur les deux autres. Les outils clés pour promouvoir la biodiversité, la santé et le combat contre le changement climatique incluent l'établissement et la bonne gestion de zones vertes et bleues dans les villes, des systèmes de zones protégées telles que le Réseau Emerald. Et la mise en œuvre de ces besoins doit être faite de façon plus efficace.

Question d'une invitée : quel est le rôle d'une démarche écocentrique dans la protection de la nature, notamment protéger la nature pour ces valeurs intrinsèques plutôt que de conserver la démarche traditionnellement anthropocentrique de l'Europe ? Je comprends d'après votre exposé que c'est en progrès mais vous parlez quand même de « notre nature », « notre droit », « nous avons droit à la nature » plutôt que de dire « la nature elle-même a des droits » ou de dire qu'il y a des droits de la nature, à la nature. Donc est-ce que vous pensez que c'est logique d'introduire un paradigme écocentrique en Europe et si tel est le cas, de quelle manière peut-on essayer de concilier les deux ? Quelle est vous, la démarche vous retenez ?

F. WULF : la démarche fondée sur le droit à la nature ne s'opposait pas nécessairement à la démarche écocentrique, il s'agit d'un autre angle d'attaque. Bien sûr, la nature a son propre droit à l'existence, je pense que c'est un principe que nous sommes nombreux à défendre. La question est de savoir comment cela se traduit concrètement au niveau des politiques, qu'est-ce que cela modifie. Or malheureusement, nombreux sont les êtres humains qui sont davantage motivés par le bénéfice économique qu'ils peuvent tirer de la nature que par la nature en tant que telle, c'est quelque chose à ne pas perdre de vue. La démarche écocentrique pour ma part j'y adhère pleinement, mais je ne pense pas qu'il sera possible de persuader tout le monde de faire évoluer les politiques en ce sens.

A. WEISS : je vais essayer de fournir d'autres exemples de la manière dont sont intimement liés la biodiversité, le climat et la santé. Prenons l'exemple du plastique. 99% des plastiques utilisés sont à base de produits pétroliers donc pétrole et gaz naturel. On y pense rarement mais c'est au cœur même du lien entre climat, santé et nature, dans la mesure où le plastique provient de l'industrie pétrolière. Or nous commençons à avoir une idée assez précise des retombées du plastique sur nous. Il y a eu un livre qui a eu beaucoup d'échos aux Etats-Unis qui s'appelle Countdown qui parle notamment de la chute de la fertilité masculine en Occident depuis les années 70 et ce n'est pas le seul indicateur, c'est un indicateur de santé humaine parmi d'autres, et cela tient à la présence de certains produits chimiques dans les matières plastiques qui sont en contact avec nos aliments. Le lien entre les matières plastiques et les hydrocarbures c'est quelque chose qu'on a parfois tendance à oublier.

3,2% des émissions proviennent de l'incinération des déchets et si on ne les incinère pas ils atterrissent dans les océans où ils sont nocifs pour la vie marine et finissent par atterrir dans la chaîne alimentaire. Le débat autour du plastique est vraiment au point mort parce qu'on n'arrive pas à penser en termes de changements systémiques. Il faut imaginer des systèmes logistiques pour l'agroalimentaire. En fait, l'immense majorité des produits chimiques sur le marché on n'en connaît ni la nature, ni les effets. Il faut décarboner l'économie pour lutter contre le changement climatique mais il faut également désintoxiquer l'économie vu les menaces pour la santé et pour la nature, et pas seulement pour le climat.

L'Union Européenne a, dit-on, le meilleur système de régulation des produits chimiques au monde. Certes, mais ça ne suffit pas car le réglage par défaut de l'UE c'est qu'on a le droit de commercialiser des substances toxiques sauf exception. Il faudrait que le réglage par défaut soit l'inverse : que les substances toxiques on n'a pas le droit de les commercialiser, sauf exception, pour des utilisations absolument essentielles. Ici il est question de démocratie à la rescousse de l'environnement, si je parle de produits chimiques c'est parce qu'il y a un mouvement tout à fait anti-démocratique dans l'univers des produits chimiques : on a un petit nombre d'acteurs extrêmement puissants du secteur de la chimie, qui arrivent à obtenir une augmentation qui est favorable à leur propre modèle économique et non pas favorable à la planète, et la démocratie en pâtit bien sûr.

Une image très parlante est celle de la pompe à carbone des océans. Les océans ont absorbé quelque 30% du CO₂ que nous avons émis dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle. Sans les océans on n'arriverait pas à réguler le climat. Nos océans regorgent de vie et la pompe à carbone ne va plus fonctionner s'il n'y a plus cette prolifération dans nos océans. 60% des poissons et fruits de mer consommés dans l'UE sont importés donc le

problème est à l'échelle mondiale, il ne suffit pas de les régler dans l'UE. 20% des poissons et fruits de mer sur le marché mondial viennent vraisemblablement de poissonneries illégales ou non enregistrées. C'est un problème non seulement pour l'environnement mais aussi pour des atteintes catastrophiques aux Droits de l'Homme. 90% des stocks halieutiques des océans sont pleinement exploités voire surexploités, autrement dit nous sommes en train d'épuiser les réserves halieutiques des océans. Si vous commandez du poisson ou des fruits de mer dans un restaurant, ou que vous les achetez dans un supermarché, comment être sûr que vous ne contribuez pas à la dégradation de l'environnement ? Il faut agir, sous l'angle de la sphère privée mais il faut aussi agir au niveau de la législation qui encadre les pêcheries. Dans l'UE par exemple, avec sa politique commune de pêche, il est interdit à l'heure actuelle pour les Etats membres - sauf pour des cas bien précis -, de taxer les combustibles utilisés pour les pêcheries. Ça semble être un détail mais en fait, c'est de fait une incitation fiscale qui soutient l'ensemble du modèle de pêche. Si elles n'existaient pas, on aurait un type de modèle économique de pêche totalement différent en Europe. Par ailleurs, il était prévu d'arrêter les pêcheries dans les eaux de l'UE d'ici 2020 mais malheureusement les décideurs ont fixé les limites de pêche au-dessus de ce qui était conseillé par les chercheurs. Donc il y a des Etats membres de l'UE qui n'assurent pas le suivi non plus des navires de pêche pour s'assurer qu'ils respectent la réglementation.

Enfin, dans le programme sur lequel je travaille, nous amenons les entreprises à internaliser le prix de leur dépendance sur le plastique jetable ; nous essayons de faire en sorte que la réglementation de l'UE en matière de produits chimiques protègent les personnes et la planète ; et nous travaillons avec les entreprises pour nous mettre d'accord sur des normes plus exigeantes en matière de poissons et fruits de mer ; enfin nous faisons en sorte d'appliquer la législation de l'UE en matière de pêche.

Y. OVCHYNNYKOVA : il y a un projet de loi pour le Réseau Emerald qui soutient plus de 200 scientifiques provenant de 78 établissements de recherche. Nous ferons le nécessaire afin de trouver un juste équilibre entre les divers acteurs afin de protéger les régions et de faire émerger des nouvelles idées tout en nous dotant des instruments nécessaires pour faire évoluer la situation, et en protégeant la biodiversité et les régions naturelles.

F. WULF : la convention de Berne est un instrument que j'apprécie parce que l'approche est basée sur le dialogue, sur des solutions que l'on trouve ensemble. Il est intéressant de voir

comment les discussions évoluent : il y a des discussions bilatérales entre personnes qui essaient de trouver des solutions à ce niveau-là ; parfois il est utile d'inviter les ONG à faire part de leurs inquiétudes ; il est important aussi de discuter avec d'autres parties prenantes. Et c'est pour cela que la Convention de Berne est utile : on instaure un dialogue qui n'est pas confrontationnel. Il y a la Commission européenne qui s'occupe des lois, avec des amendes, ce n'est pas notre cas. Nous avons un forum qui nous permet d'établir un projet commun. Nous nous retrouvons, nous faisons état de la situation avec toutes les personnes et les instances concernées donc oui, je pense que tout ceci peut énormément contribuer. Donc j'espère que cet instrument survivra pendant encore plusieurs années.

Question d'une invitée (Ukraine) : en Ukraine nous avons accumulé beaucoup de déchets et les impacts sont évidents et c'est très grave, où que vous alliez vous voyez que nous avons des problèmes énormes. Pourquoi n'avons nous pas vu d'action par rapport à ça ? Allons-nous voir un changement ? Car il faut agir, il faut des lois que l'on mette en œuvre en Ukraine.

Y. OVCHYNNYKOVA : je suis tout à fait d'accord avec vous, nous avons commencé notre travail mais il faut le poursuivre. Nous travaillons sur les plastiques mais nous n'avons démarré ce travail il n'y a qu'un mois. Pour ce qui est de l'Ukraine occidentale, il va falloir démarrer notre travail, c'est ce que nous attendons depuis un an. Il y a des conflits d'intérêt par rapport à ce projet de loi mais nous communiquons avec les parties prenantes. Il va y avoir une deuxième lecture de la loi et nous espérons que les choses avancent après ça. Nous essayons d'avancer mais ça prend du temps.

M. PRAVULJAC : nous avons vu au cours des dernières années que dans les Balkans, il y a davantage de biodiversité qu'ailleurs, et des rivières très propres. Nous avons beaucoup de projets hydrauliques et ce parce qu'on souhaite décarboniser. Sauf qu'on a besoin d'énergie pour se chauffer et avancer, et la recherche scientifique nous dit que la région devient de plus en plus sèche. L'Europe du Sud a de moins en moins de débit au niveau des rivières. Les rivières ont un impact positif sur la détérioration du climat, j'aimerais donc savoir comment on peut faire un lien entre la lutte contre le changement climatique, sans avoir un impact négatif sur l'environnement. Dans la Convention de Berne on voit que ce thème est débattu. J'aimerais avoir le point de vue de l'Ukraine, qu'est-ce que peut faire le gouvernement pour établir un lien entre ces différents aspects ?

F. WULF : c'est une question difficile qui cause des désaccords au sein des défenseurs de l'environnement. D'une part, lutter contre le réchauffement climatique par les énergies renouvelables, et de l'autre la nécessité de protéger des habitats précieux.

Y. OVCHYNNYKOVA : en tant qu'écologiste je serai toujours dans le camp de la nature mais en tant que parlementaire je comprends aussi qu'il y ait des débats. Par exemple, au sein de notre Parlement nous avons consacré plus de deux années au projet de loi sur les espèces animales protégées, avec plus de 100 réunions entre représentants afin d'élaborer un bon mécanisme. Une loi c'est un mécanisme et il faut que tout fonctionne. L'équilibre est difficile à trouver.

A. WEISS : le protocole de Montréal qui traite de l'ozone, est l'un des exemples de coopération internationale les plus fructueux en matière de protection de l'environnement. Nous y avons utilisé le concept « d'usage essentiel », sachant qu'il s'agit d'une substance particulièrement toxique. La Commission Européenne a prévu d'incorporer ce concept dans la réglementation européenne des produits chimiques à plus grande échelle. Donc ça je pense que ça peut être une source d'inspiration pour trouver un juste équilibre, lorsqu'on a l'impression que la protection de l'environnement est incompatible.

Question d'un invité (Kosovo) : comment mesurez-vous les décès liés au changement climatique ? Est-ce que c'est une estimation ou est-ce qu'il existe une manière scientifique de les comptabiliser ?

F. WULF : c'est un chiffre publié par l'OMS, il existe un certain nombre de rapports à ce sujet.

Question d'une invitée (Arménie) : quid de la coopération transfrontière ? Pour les Etats membres de l'UE il est facile de relever les défis actuels mais les problèmes écologiques, on le comprend bien, ne sont pas cantonnés dans l'espace des frontières de nos pays, ils transcendent les frontières. Donc est-ce que vous pensez qu'il y a des possibilités ou des

plateformes, des opportunités qui s'offrent aux Etats non membres de l'UE pour relever ces défis, de concert, pour éviter que chaque Etat ne se démène seul dans son coin ?

Y. OVCHYNNYKOVA : oui nous avons beaucoup de plateformes de coopération, par exemple au niveau parlementaire, nous avons créé une plateforme au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'environnement et la santé et nous avons une plateforme de ce type sur la plateforme entre Parlements autour des questions environnementales. Au sein de la PCE il n'y a pas que des membres de l'UE puisque l'Arménie ainsi que d'autres États sont officiellement représentés. La question est de savoir quels seront les résultats de la coopération.

Je me réjouis que ces forums aient une forme démocratique puisque des ONG et la jeunesse peuvent s'associer ici. Toutes ces plateformes sont utiles, il faut envisager le long terme car tous les acteurs sont précieux, cette coopération à tous les échelons a son importance.

Question d'un invité (Macédoine) : si l'on compare les effets négatifs des énergies renouvelables et des énergies non renouvelables, on se rend compte que l'effet négatif des énergies renouvelables est bien plus faible que celui des énergies non renouvelables. Mais on est trop obnubilés par les retombées négatives des énergies renouvelables. Il y a beaucoup de barrières administratives pour obtenir des permissions, pour construire un parc éolien par exemple. Que peuvent faire les gouvernements pour mettre en place des politiques, ou mettre en place des institutions qui aident à attirer les investisseurs privés dans ces secteurs ? Dans mon pays par exemple, si on ne parvient pas à attirer les investissements privés pour investir dans le secteur des énergies renouvelables, on ne parviendra jamais à atteindre les objectifs fixés d'ici les dates butoirs. On ne peut pas se contenter des investissements effectués il y a 30 ans, donc la question est de savoir sur quoi on va mettre l'accent.

F. WULF : en général les gens, tout en étant favorables aux éoliennes, ne souhaitent pas qu'on en installe chez eux, c'est vraiment le problème. Quand vous nous parlez des « lourdeurs » démocratiques, ça tient souvent à un manque de volonté politique et ça correspond aussi à un sentiment général mais c'est très difficile à surmonter. Il faut déployer des plaidoyer et ne pas oublier les synergies, c'est-à-dire trouver les points où l'impact est

maximal, c'est-à-dire le plus possible de retombées positives et le moins possible de retombées négatives.

V. HRISTOVA : en tant que déléguée jeunesse je me pose la question de l'éducation. Parce qu'on nous parle de domaines d'action, de ce qu'on va faire en matière de législation sur la biodiversité mais on ne nous a absolument pas parlé d'éducation. Parce que nous tous ici présents sommes instruits, nous savons que le changement climatique est une urgence lourde. Mais moi, venant de Bulgarie par exemple, lors de ma scolarité je n'ai jamais entendu parler de protection de l'environnement dans les programmes scolaires. En tant que biologiste de formation, là non plus je n'ai quasiment pas eu de formation à la biodiversité. Faites-vous aussi des efforts pour communiquer autour de la science et des politiques à des personnes qui ne sont pas instruites ? Il y a des gens qui ne savent pas ce qu'est qu'un écosystème, qui ne connaissent même pas le mot, qui ne savent pas ce qu'est la biodiversité. Et trop souvent aussi on passe à côté du point de vue de l'hémisphère Sud.

A. WEISS : les entreprises doivent, dans leurs rapports financiers, être tout à fait transparentes sur leur consommation de plastique et les retombées sur l'environnement et la santé humaine, et doivent commencer à réfléchir aux incidences que ça devrait avoir sur leurs modèles économiques et la manière de les faire évoluer. Pour ce qui est de l'éducation et de la sensibilisation, nous n'en faisons pas directement mais c'est quand même un volet essentiel pour nous.

G. SANCHEZ : comment faire participer aussi les riverains ? Comment impliquer les communautés locales ? Quelles sont les nouvelles tendances qui se dégagent ?

F. WULF : les zones protégées sont un instrument très important pour défendre notamment des espèces vivant sur des habitats menacés. Mais plus généralement, c'est notre mode de vie qui est en cause (la consommation, la production, ...), nos schémas, qui ont des retombées sur la nature, notre empreinte environnementale au sens large. Dans certains pays par exemple, elle est trois fois supérieure à la capacité à renouveler les ressources, donc nous sommes vraiment en train de vivre au-dessus de nos moyens environnementaux. Se pose la question des politiques qui sous-tendent tout cela. Il faut sensibiliser les gens pour qu'ils évoluent

dans le bon sens. C'est un processus qui va être très long et d'ici là si on n'agit pas, ce sont des espèces et des habitats, qui sont déjà très menacés, qui vont disparaître. Donc il faut vraiment accélérer le tempo, et pour se faire, le système des zones protégées est un instrument extrêmement efficace. Essayer de localiser ces espèces et ces habitats et édicter une réglementation. Ensuite il faut bien les gérer, et à ce niveau là nous avons des carences notables au niveau européen, il y a vraiment une marge de progression en termes de gestion.

Y. OVCHYNNYKOVA : sous l'angle du gouvernement et des législateurs nous nous sommes efforcés de créer une plateforme électronique pour l'ensemble des parcs nationaux et il y a également un grand forum en Ukraine où l'on présente les bonnes pratiques pour défendre ces zones protégées et en avoir davantage. Pour revenir sur la question de l'éducation, il y a l'éducation formelle et informelle, donc celle au sein des écoles mais aussi celle dans les familles qui est très importante.

G. SANCHEZ : comment la biodiversité peut devenir aussi importante que le changement climatique ? Comment est-ce qu'elle peut devenir complémentaire ?

A. WEISS : certaines personnes pensent à l'aspect financier. Au Royaume-Uni on a essayé d'illustrer comment la destruction de l'environnement avait un coût. On met un prix à quelque chose qui n'en a pas. Nous devons tous essayer de dire plus clairement que la perte de biodiversité est un problème par rapport aux espèces et a un impact sur le climat. Nous devons répéter que l'on est en pleine 6ème extinction, même auprès des tout petits. Il faudra également parler d'une limite quant au plastique et aux polluants que l'on peut injecter dans l'environnement. On est en train d'atteindre une limite et je pense qu'on va devoir parler de chiffres comme on le fait par rapport aux températures.

F. WULF : on essaie toujours de faire passer des messages simples : 2°C pour le climat par exemple. Mais quand on parle de la biodiversité c'est plus complexe, on ne peut donc pas faire passer un message simple. Ça n'est pas possible, voilà pourquoi c'est si compliqué. Ensuite il y a les intérêts économiques qui sont énormes, et liés à l'énergie. Et l'énergie est importante pour toute production, on ne peut pas produire sans énergie. Les gens sont

confus, mais je pense qu'il faut continuer à dire que la biodiversité est très importante car elle est à la base de notre vie et de notre quotidien.

Y. OVCHYNNYKOVA : j'aimerais revenir à l'éducation. On ne sait pas toujours de quoi on parle. Il y a des personnes qui ont généré la guerre, des politiques ruineuses, et je pense qu'il faut financer des solutions qui se basent sur la nature, promouvoir l'idée de la protection de la nature par le biais des gouvernements et des ONG. Je pense que le moment est venu de changer la situation à tous les niveaux.